

GRANATSTEIN, J. L., *Who Killed Canadian History?* (Toronto, Harper Collins Publishers, 1998), 156 p.

Bernard Dionne

Volume 52, Number 2, Fall 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005400ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005400ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dionne, B. (1998). Review of [GRANATSTEIN, J. L., *Who Killed Canadian History?* (Toronto, Harper Collins Publishers, 1998), 156 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(2), 243–250. <https://doi.org/10.7202/005400ar>

NOTE CRITIQUE

GRANATSTEIN, J. L., *Who Killed Canadian History?* (Toronto, Harper Collins Publishers, 1998), 156 p.

LE NATIONALISME CANADIEN À LA RECHERCHE DE SES HÉROS

Les temps sont durs pour les tenants du *One Canada, One Nation*: deux référendums québécois en moins de quinze ans, l'opposition officielle à Ottawa aux mains du Reform Party, partisan avoué d'une décentralisation de la fédération canadienne, menace séparatiste en Colombie-Britannique, réhabilitation récente de Louis Riel, accords de libre-échange et ALENA qui minent la souveraineté canadienne jusque dans l'exportation de ses produits culturels. Décidément, rien ne va plus au pays de Laure Conan et de Wayne Gretsky: même l'histoire des héros canadiens ne s'enseigne plus, s'il faut en croire J. L. Granatstein et son dernier brûlot, *Who Killed Canadian History?*

La thèse centrale de Granatstein peut s'énoncer ainsi: l'histoire nationale du Canada ne s'enseigne plus et ce fait entraîne l'analphabétisme culturel de toute une génération de Canadiens. La conséquence, inéluctable, est facile à deviner: c'est la fragmentation politique du Canada, voire son éclatement à court ou à moyen terme.

Quelles sont les causes d'un tel phénomène? La régionalisation de l'histoire, une philosophie de l'éducation biaisée, l'accent mis sur le multiculturalisme, l'hégémonie de l'histoire sociale et la surspécialisation des historiens professionnels. Nous examinerons chacune de ces causes et discuterons de leur mérite respectif, tout en dégageant le côté obsolète de la thèse de Granatstein. Nous retiendrons quelques points positifs de son plaidoyer, mais nous dirons pourquoi sa proposition d'établir des standards nationaux pour l'enseignement de l'histoire au Canada est dépassée et scientifiquement non pertinente («irrelevant», dirait sans doute Carl Berger).

DRAGONS ET ENNEMIS: BEAUCOUP DE RESPONSABLES!

D'entrée de jeu, Granatstein déplore le fait que le fils d'un ami, âgé de huit ans, soit «exposé» à l'histoire de Louis Riel, «crazed religious fanatic

[1]

who led to armed rebellion» (p. xiii). C'est que, voyez-vous, le Canada est l'un des seuls pays à ne pas enseigner son histoire de manière positive (p. xiv) et à faire une (trop) large place à ces «grievers» ou «chialeux» que sont les femmes, les autochtones, les ouvriers, les gais, les minorités de toutes sortes et les régions du Canada, plutôt que d'enseigner l'histoire nationale et les hauts faits de ses héros. L'histoire du Canada est «fragile» et une des principales raisons de cet état de fait réside dans «l'absence d'une histoire qui lie les Canadiens» («the lack of a history that binds Canadians together» (p. xvii).

Quels sont les responsables de la mort de l'histoire canadienne, selon le vénérable ex-professeur de l'Université York? Tenez-vous bien, la liste est longue. Il y a d'abord la constitution canadienne qui laisse l'éducation aux mains des provinces et des ministères provinciaux de l'Éducation, coupables de diffuser un «parochial regionalism». À cet égard, le gouvernement fédéral est coupable de lâcheté, car il refuse de passer par-dessus les provinces et d'offrir à tous les Canadiens *une* vision de l'histoire de leur pays. Ajoutons les bureaucrates de l'éducation qui prêchent l'anti-élitisme et l'approche dite de résolution de problème ou de pensée critique, au détriment du contenu, sans oublier la rectitude politique qui guide le contenu des manuels et des programmes. Le résultat? Une génération d'élèves qui ne savent absolument rien d'autre que ce qui leur est distillé par la télévision, le cinéma, les bandes dessinées ou Internet, s'indigne Granatstein (p. 14).

Ce dernier fustige également les communautés ethniques qui exercent une telle pression en faveur du multiculturalisme qu'on en vient à ne plus pouvoir enseigner l'histoire du Canada et à privilégier plutôt l'histoire des communautés ethniques elles-mêmes, ce qui équivaut à dire aux immigrants de ne pas s'intégrer à leur pays d'accueil. Reprenant l'opinion de Gad Horowitz, «Multiculturalism is the masochistic celebration of Canadian nothingness» (p. 108), Granatstein déplore l'absence d'idées et de symboles qui unifient les gens, absence qui se fait cruellement sentir... «since the demise of the British connexion». Cachez ce jupon...

Les médias reçoivent leur volée de bois vert, accusés de propager le cynisme et de ne rechercher que les scandales, au détriment des belles réalisations de l'histoire canadienne. Les professeurs d'université, quant à eux, sont responsables d'avoir détruit l'histoire en entretenant de stériles querelles intestines et en laissant toute la place publique aux Pierre Berton, Peter C. Newman et autres journalistes-historiens. Enfin, les maisons d'édition et les agences subventionnaires sont également clouées au pilori, en raison d'une politique de subvention laxiste qui encouragerait

les professeurs à publier d'illisibles ouvrages, écrits en un jargon spécialisé, qui n'intéressent que quelques dizaines de lecteurs.

En somme, la situation est grave. Les forces centrifuges sont puissantes et contribueraient à nier toute valeur à l'enseignement de l'histoire nationale du Canada et à privilégier une histoire locale, centrée sur les récriminations des uns et des autres, sans perspective d'ensemble et sans contenu unificateur. La thèse est claire, mais elle ne résiste guère à l'analyse. Elle repose, trente ans après Careless, Morton et Cook, le problème de l'histoire nationale, mais dans des termes passésistes et conservateurs. Elle pose un regard inadéquat sur la pratique historienne au Canada, malgré de lucides analyses sur certains points importants, tout en ignorant la réalité de l'histoire qui s'écrit au Québec. Elle propose, enfin, des solutions dangereuses qui doivent être rejetées.

UNE VISION PASSÉISTE, NON RENOUVELÉE, DE L'HISTOIRE NATIONALE

J. M. S. Careless avait suggéré, il y a trente ans, l'étude des «Limited Identities in Canada¹» pour sortir du syndrome de l'histoire «whig», du discours «nation-building» si prévisible et si téléologique, avec ses ennemis et ses héros, ses bons coups et ses bonnes périodes, ses drames et ses crises d'identité. Granatstein voit là un abandon de toute perspective nationale au profit d'une histoire parcellarisée et limitée, culpabilisante parce que centrée sur les récriminations des groupes sociaux marginalisés (femmes, gais, minorités ethniques, autochtones, ouvriers, etc.). Tout se passe donc comme si Granatstein ignorait les acquis de ce que Carl Berger identifiait naguère comme une «virtual revolution in historical writing²» depuis la fin des années 1960, c'est-à-dire le déclin relatif, justement, de l'histoire nationale et le développement de nouveaux champs de recherche dans le domaine de l'histoire sociale.

L'opposition entre histoire nationale et histoire sociale a-t-elle encore sa raison d'être aujourd'hui? L'émergence de l'histoire sociale a accompagné l'affirmation des groupes minoritaires, la montée du mouvement féministe, celle du mouvement gai, la radicalisation des antagonismes sociaux dans les sociétés occidentales des années 1960 et 1970. La professionnalisation du métier d'historien, la multiplication des départements d'histoire

1. J. M. S. Careless, «Limited Identities In Canada», *Canadian Historical Review*, 50,1 (mars 1969): 1-10. Voir également «Limited Identities — Ten Years Later», *Manitoba History*, 1 (printemps 1976): 3-9.

2. Carl Berger, *Contemporary Approaches to Canadian History* (Toronto, Copp Clark Pitman, 1987), «Introduction», 1.

dans les universités, la sophistication des instruments d'enquête avec l'informatique et le renouvellement des méthodes quantitatives et qualitatives, la multiplication des domaines sur lesquels porte l'enquête historique, dont la culture, la vie privée, la reproduction familiale et la sociabilité sont des phénomènes qui ont accompagné cette affirmation des groupes minoritaires et qui ont tenté de répondre à cette demande pour des récits d'histoire qui collent davantage à la vie réelle des gens.

Granatstein reprend à son compte le point de vue... d'un journaliste, Jeffrey Simpson, qui écrivait ceci dans le *Globe and Mail*: «History departments now largely teach particularistic histories of people defined by region, locality, gender or ethnicity. Political history is considered *passé* in many quarters, as is history on the grand scale. Micro-history has taken over, galvanizing some, boring most³.» Cela pose, à notre avis, la question de la qualité de ce qui se fait dans nos universités et de ce qui se publie chez nos éditeurs. Il y a certainement une part de vérité dans le jugement lapidaire que porte Granatstein sur les publications scientifiques écrites dans un jargon incompréhensible, largement subventionnées, publiées à 400 exemplaires et lues par les seuls spécialistes du domaine abordé par l'auteur (p. 66 et ss). Mais l'histoire sociale ne se réduit pas à ces seules publications. De beaux livres ont été publiés, de fortes monographies ont inspiré et enrichi les ouvrages de synthèse et les manuels parus depuis vingt ans, des musées ont organisé des expositions impensables il y a vingt ans⁴ et, finalement, c'est l'histoire nationale elle-même qui peut se trouver enrichie et renouvelée par l'histoire sociale, pour peu que les historiens sortent des querelles de chapelle et relancent les nécessaires travaux de synthèse qui jetteront un regard neuf sur l'histoire du pays.

Nous ne pouvons qu'adhérer aux propos de Jean-Paul Bernard, par exemple, pour qui l'histoire nationale ne s'oppose aucunement à l'histoire sociale. Il faut étudier la formation et l'évolution du cadre national, certes, sans négliger les autres niveaux. «Cela se fera, écrit Bernard, en faisant participer à l'objet d'analyse les régions, les groupes sociaux, les groupes ethniques et la division des genres, de même que le rapport aux ensembles plus vastes. La formation globale d'une société nationale non homogène et socialement diversifiée [quoi qu'en pense Granatstein, ajoutons-nous (B.D.)], et la question de l'identité qui s'y rattache, exige

3. J. Simpson, cité par Granatstein, *op. cit.*, 64.

4. Que l'on pense à l'Écomusée du fier-monde, à Montréal, sur l'industrialisation et la classe ouvrière de Montréal, aux expositions du Musée canadien des civilisations, à Hull, sur les peuples autochtones, ou à la récente exposition du Musée de la civilisation, à Québec, sur la chanson québécoise.

qu'on considère à la fois l'État, lieu parmi d'autres du pouvoir politique, le marché national, lieu parmi d'autres du développement de l'économie, et la culture, l'autre dimension des choses⁵.»

À cet égard, la réflexion d'un Gérard Bouchard sur l'histoire nationale est tout à fait stimulante et porteuse de changements significatifs dans la réécriture de l'histoire nationale. Pour Bouchard, en effet, l'histoire sociale ne doit pas s'opposer à l'histoire nationale. Elle a certes eu tendance à découper son objet de telle manière que les enjeux sociaux ne ressortent guère, ce qui ne serait pas étranger à l'absence relative des historiens du débat social et politique aujourd'hui. Mais il invite du même souffle les historiens du social à embrasser la synthèse historique, à mieux raccorder la microhistoire à de telles synthèses en «réintégrant pleinement dans leurs analyses l'État, la nation, les classes sociales, le capitalisme, les rapports de domination et d'exploitation, etc.⁶». Nous sommes loin d'un Granatstein pour qui l'histoire sociale, par définition, devrait être abandonnée au profit de la saga nationale, seule porteuse de sens.

UNE «CATASTROPHE» OU UNE RECHERCHE DE SENS?

Pour Granatstein, on n'enseigne que l'ignorance dans les écoles canadiennes en privilégiant l'approche pédagogique, le «critical thinking», par opposition à l'étude du contenu, la connaissance de la chronologie et des grands événements susceptibles d'éclairer le passé national qui ne s'enseigneraient plus. Ainsi, selon lui, un étudiant peut obtenir un diplôme en histoire sans jamais être entré en contact avec l'histoire de sa propre nation. Les finissants sont des analphabètes culturels (p. 65) et ils ignorent les faits, les noms des héros et les détails de leur histoire nationale. De plus, l'histoire régionaliste, qu'on enseignerait dans les Maritimes, au Québec et dans l'Ouest, contribuerait à diviser les Canadiens plutôt qu'à les unir.

Le jugement est dur, sans appel, mais la «catastrophe» est-elle bien établie? Les causes de cette «ignorance» des jeunes sont-elles bien identifiées? L'histoire a longtemps traîné une réputation négative, marquée par une insistance trop grande sur les héros, les grands hommes, les batailles et les dates à apprendre par cœur. Au Québec, les aspects religieux et nationalistes concouraient à proposer une histoire dépassée de la nation de Dollard Des

5. Jean-Paul Bernard, «Vraiment, "choisir un compartiment de la terre"», dans Robert Comeau et Bernard Dionne, dir., *À propos de l'histoire nationale* (Sillery, Septentrion, 1998), 17. Voir également, dans le même recueil, l'article de Gérard Bouchard, «La réécriture de l'histoire nationale au Québec. Quelle histoire? Quelle nation», 115-141.

6. Gérard Bouchard, «L'histoire sociale au Québec. Réflexion sur quelques paradoxes», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51,2 (automne 1997): 265-266.

Ormeaux, histoire qui fut mise au rancart lors de la Révolution tranquille. Au Canada anglais comme au Québec, l'histoire a ensuite été reléguée au rang de simple science humaine à côté des autres sciences comme l'économique, la géographie, la sociologie, etc. Ces changements, vécus des deux côtés de l'Outaouais, conjugués à l'essor de la télévision, du cinéma, de l'informatique puis d'Internet, à la prolifération des discours sur l'identité et au remaniement perpétuel des programmes scolaires ont peut-être joué contre un enseignement approfondi de l'histoire au niveau pré-universitaire.

Dans un tel contexte, loin d'avoir contribué à la catastrophe que décrit Granatstein, l'émergence de l'histoire sociale et de l'histoire régionale, de même que la multiplication des lieux et des manifestations de la mémoire collective, ont bien plus contribué à maintenir l'intérêt pour l'histoire que le retour aux sagas nationalistes que certains appellent de tous leurs vœux! De plus, les travaux des régionalistes et des historiens du social ont enrichi considérablement les manuels d'histoire du Canada, que l'on songe à ceux de Brown⁷, de Francis⁸, de Couture et Cardin⁹, de Couturier¹⁰ et de Charland¹¹. Enfin, la multiplication des sociétés d'histoire locale et le succès persistant des sociétés de généalogie attestent l'intérêt croissant des citoyens envers leur histoire, même si celle-ci n'est pas politique ou nationale. Au reste, réglons le cas une fois pour toutes: malgré l'intérêt des historiens pour les questions sociales, l'histoire politique et militaire n'est pas morte, loin de là. Un simple regard à la liste des publications récentes compilée par la *Canadian Historical Review* pour l'année 1998 démontre hors de tout doute le maintien de l'histoire politique (22 titres) et militaire (48), par rapport à l'histoire sociale (16), y compris celle des femmes (4). Le plaidoyer de Granatstein contre la domination de l'histoire régionaliste et sociale se tromperait-il de cible?

UNE IGNORANCE DE LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU QUÉBEC

Mais lorsqu'il aborde le Québec, monsieur Granatstein fait la preuve de son ignorance de la réalité francophone au Canada. Cela s'explique en pre-

7. Craig Brown, dir., *Histoire générale du Canada* (Montréal, Boréal, 1990).

8. R. Douglas Francis, Richard Jones et Donald B. Smith, *Origins. Canadian History to Confederation et Destinies. Canadian History Since Confederation* (Toronto, Holt Rinehart and Winston, 1988).

9. Jean-François Cardin et Claude Couture, *Histoire du Canada. Espace et différences* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996).

10. Jacques-Paul Couturier, avec la collaboration de Réjean Ouellette, *L'expérience canadienne, des origines à nos jours* (Moncton, Éditions d'Acadie, 1994).

11. Jean-Pierre Charland et al., *Le Canada un pays en évolution* (Montréal, Lidec, 1994).

mier lieu par son absence quasi totale de références francophones. Mais, en second lieu, les préjugés qui lui tiennent lieu de pensée politique sur le Québec l'empêchent d'approfondir sa réflexion. Ainsi, selon lui, le gouvernement provincial «follows a deliberately anti-Canadian approach as it half-heartedly tries to assimilate immigrants into francophone culture» (p. 16). On ignorait que le fait d'assimiler les immigrants à l'une des deux langues officielles du Canada constituait une approche anticanadienne.

Lorsque Granatstein se permet de juger le programme de secondaire IV, il le fait de manière trop rapide et négative. Il n'analyse jamais les manuels ni le contenu du programme. Ses seules références sont William Johnson (d'Alliance Québec) et Monique Nemni (de *Cité Libre*) pour qui le nationalisme québécois, qui structurerait le programme et les manuels d'histoire, émane directement du ministère de l'Éducation. Pour l'objectivité et pour la connaissance fine de ce qui s'enseigne dans les écoles du Québec, on repassera. Notons cependant que Granatstein reconnaît que les historiens du Québec sont peut-être en voie de parvenir, avec les recommandations du rapport Lacoursière, à ajouter de l'histoire à chaque niveau du secondaire, là où les historiens du Canada anglais ont échoué.

DES SOLUTIONS À REJETER

«We have a nation to save» (p. 149), s'écrie Granatstein qui implore le gouvernement fédéral de créer un centre pour l'histoire canadienne, largement subventionné, afin de jeter les bases d'une histoire nationale pour l'ensemble des Canadiens. Il propose la tenue d'une conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Éducation pour lancer un vaste programme de bourses, de concours, d'achat de volumes, de revues, de réseaux historiques à la télévision, de fondations, de journées nationales d'histoire, etc. Il voudrait que soient créées cinq chaires d'histoire nationale dans les universités canadiennes. Et, enfin, il souhaite la mise en place de «clear, measurable standards for history» pour l'enseignement de l'histoire «from coast to coast». Ces standards seraient les mêmes pour, disons, l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec.

Toutes ces mesures coûtent de l'argent et conduisent à une collision frontale avec les provinces dans le cas des chaires et des standards nationaux. Mais cela n'effraie pas Granatstein qui cite un récent discours de Jean Chrétien qui se disait préoccupé du fait que les jeunes Canadiens ignorent leur passé et qui indiquait l'intention du gouvernement fédéral de s'assurer que ces jeunes connaissent mieux «ce que nous avons fait ensemble».

Que ces tentatives s'apparentent à une inféodation des universités et des ministères provinciaux de l'Éducation à une seule vision nationale et nationaliste de l'enseignement de l'histoire ne semble pas indisposer Granatstein. Que ces mesures tendent à transformer les professeurs et les chercheurs en bons soldats de la rectitude politique canadienne, voire en propagandistes de l'unité nationale, ne semble pas effleurer son esprit. Derrière les critiques épistémologiques à l'endroit d'une certaine conception de l'histoire sociale, critiques qui peuvent même être stimulantes et provoquer un sain débat parmi les historiens canadiens, se profile le spectre d'une histoire au service du Canada, tout comme l'histoire était au service de la classe ouvrière (et du parti) dans les «démocraties populaires», de triste mémoire.

Certes, le caractère éminemment polémique des propositions de Granatstein risque de faire plus sourire que de susciter la réplique. Mais n'oublions pas que son ouvrage s'inscrit dans une campagne politique d'envergure, dans laquelle sont mobilisés les intellectuels du Canada anglais, y compris les historiens, pour combattre le nationalisme québécois de toutes les manières possibles. C'est dommage, car il y a dans le texte de Granatstein des appels émouvants à la mémoire des soldats morts au champ d'honneur, des critiques sincères à l'endroit d'une histoire parfois désincarnée, des propositions de travail riches et stimulantes, qui doivent être examinées pour leur mérite respectif. Mais le tout est malheureusement noyé sous les flots de la propagande.

BERNARD DIONNE
Collège Lionel-Groulx